

Québec, le 8 juin 2021

PAR COURRIEL :
[REDACTED]

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
Dossier : 344554-5252

Objet : Accusé réception et réponse à votre demande d'accès du 20 mai 2021

Monsieur,

Par la présente, nous vous confirmons que notre organisation a bien reçu le 20 mai 2021 votre demande d'accès datée du même jour et visant à obtenir :

- « ▪ Le nombre de personnes physiques qui, avant le 13 mai 2021, correspondaient seulement en anglais avec votre organisme en particulier relativement à un dossier les concernant, pour un motif autre que l'état d'urgence sanitaire déclaré en vertu de l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2).
- Le nombre de personnes physiques qui, avant le 13 mai 2021, ne correspondaient pas seulement en anglais avec votre organisme en particulier relativement à un dossier les concernant, pour un motif autre que l'état d'urgence sanitaire déclaré en vertu de l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2).
- La proportion des personnes physiques qui, avant le 13 mai 2021, correspondaient seulement en anglais avec votre organisme en particulier relativement à un dossier les concernant, pour un motif autre que l'état d'urgence sanitaire déclaré en vertu de l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2). »

Ma collègue de la Direction des affaires juridiques et du service à la clientèle, M^e Johanne Pouliot, a communiqué avec vous, le 27 mai dernier, afin d'obtenir quelques précisions en lien avec cette demande d'accès. Nous comprenons que votre requête ne porte que sur les communications écrites que nous avons reçues de personnes physiques et ce, depuis la création de notre organisation en 2002.

Au terme des recherches effectuées dans le cadre du traitement de votre demande, nous constatons que les documents dont vous demandez l'accès sont inexistants. En effet, le Commissaire au lobbyisme ne compile pas de statistiques permettant de déterminer la langue utilisée par une personne physique dans une communication qui s'adresse à lui.

Aussi, l'article 15 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1 (la Loi) prévoit ce qui suit :

« Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements. »

Par ailleurs, le moteur de recherche de nos différents outils institutionnels, ainsi que les différentes métadonnées associées aux documents qu'ils contiennent ne permettent pas de reconnaître la langue de ceux-ci.

Par conséquent, nous ne pouvons donc pas accéder à votre demande.

Nous avons néanmoins été en mesure d'extraire quelques informations pertinentes en lien avec votre demande :

- À partir de notre boîte de courriels institutionnelle commissairelobbyisme@commissairelobby.qc.ca, dont les données accessibles sont postérieures au 15 février 2018, nous avons identifié 30 des 860 courriels provenant de notre clientèle qui étaient rédigés en anglais;
- À partir de la liste de plusieurs milliers de demandes de renseignements consignées dans notre outil de gestion de la clientèle (CRM), dont les données accessibles débutent en 2006, nous avons identifié 145 situations où il a été indiqué manuellement qu'une demande de renseignements portant sur la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme a été traitée en anglais.

Ces informations ne nous permettent certes pas de confirmer que les échanges ou les correspondances identifiés proviennent d'une personne physique (versus une personne morale), que ces échanges ou correspondances proviennent d'une personne physique qui s'adresse exclusivement à nous en anglais, ou encore que ces échanges ou correspondances concernent un dossier concernant cette personne.

Elles ne visent qu'à vous donner un aperçu sommaire des dossiers du Commissaire qui sont susceptibles de contenir au moins un échange ou une correspondance en anglais provenant de notre clientèle et à vous éclairer, dans la mesure du possible, dans le cadre de votre questionnement.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels,

A handwritten signature in blue ink, reading "J. Coutu".

Jean-Sébastien Coutu
p.j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION (art. 46, 48 et 51)

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél : (418) 528-7741
Téléc : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél: (514) 873-4196
Téléc : (514) 844-6170

Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.